



Voici un petit exemple:

- Selon les dernières données il y aurait un potentiel de 56 000 élèves pour la C.-B. nous en avons présentement un peu plus de 6 250 donc 9 fois plus en nombre potentiel. En général et dépendant de la région on croyait, à l'époque des revendications mentionnées plus haut, en avoir le double et parfois 3 fois le nombre actuel.
- La C-B (55,7%) a un des nombres le plus bas d' "ayants-droit" dans nos écoles avec Terre-Neuve (55,4%) et l'Alberta (49,6%) alors que la moyenne (francophone hors-Québec) canadienne est de 65,7%.

Le CSF, depuis sa création, a toujours été fier de sa robuste croissance annuelle. Nous avons cru au potentiel énorme de notre communauté, nous avons toujours cru que malgré les nombres mal répertoriés, le potentiel était là... "Bâtissez des écoles et ils viendront" disait-on.

Il faudra vraiment réfléchir aux chiffres présentés lors de la dernière réunion: décroissance de 165 élèves et si on regarde l'année précédente une croissance nulle. Que se passe-t-il? Les chiffres de Stats Canada nous suggèrent une toute autre image. Ce n'est pas seulement une question de budget ou de manque à gagner, l'éducation de nos enfants est un droit constitutionnel et le CSF est l'organisation responsable de sa livraison et est redevable à la communauté qu'il dessert.

La question demeure que ferons-nous maintenant que nous sommes munis de ces chiffres? Il faut passer à l'action immédiatement, revendiquer auprès des gouvernements les besoins criants au niveau des infrastructures, renégocier les ententes, demander de redistribuer les fonds attribués aux langues officielles de façon équitable à la lumière de ces nouvelles données et surtout sensibiliser et promouvoir une éducation francophone de qualité auprès des parents des 56 000 élèves potentiels.

Bonne lecture, on s'en reparlera sûrement et merci de votre attention.

Marc-André Ouellette

---